



AVOCATS
BARREAU
• PARIS

ORDRE DES AVOCATS DE PARIS

SERVICE DE L'EXERCICE PROFESSIONNEL

STAGE ARTICLE 84
DECRET DU 27 NOVEMBRE 1991



ARTICLE 84 DU DECRET DU 27 NOVEMBRE 1991

Un avocat de nationalité européenne ou un avocat de nationalité non européenne inscrit auprès d'un barreau **n'appartenant pas à l'Union européenne** peut effectuer un stage d'une durée d'un an renouvelable, deux fois, auprès d'un avocat inscrit au barreau de Paris.

Le stagiaire conserve sa qualité d'Avocat étranger et doit s'engager à se présenter à l'examen prévu par l'article 100 du décret.

Il participe dans les conditions prévues par l'article 60 à l'activité professionnelle de l'avocat maître de stage, sans pouvoir se substituer à celui-ci dans aucun acte de sa fonction. L'exercice d'autres activités professionnelles entraîne le retrait de l'agrément.

Le maître de stage informe le bâtonnier de l'accueil du stagiaire et de la période prévue pour l'accomplissement du stage au moins **un mois avant la date de début de celui-ci.**

Le Conseil de l'Ordre prendra acte du stage sollicité par le cabinet si les conditions ci-dessous fixées sont réunies.

Le Conseil de l'Ordre ne procède pas, formellement, à l'agrément du contrat ou de la convention de stage mais seulement au principe même du stage.

Le dossier complet accompagné de toutes les pièces à fournir devra être adressé uniquement par mail à cteneau@avocatparis.org

PIECES A JOINDRE AU DOSSIER

Tous les documents qui ne sont pas établis en français devront faire l'objet d'une traduction par un traducteur juré

- **UNE ATTESTATION D'INSCRIPTION ET DE BONNE CONDUITE DE VOTRE BARREAU D'ORIGINE DATANT DE MOINS DE TROIS MOIS**
- **DOCUMENT PERMETTANT D'ETABLIR VOTRE ETAT CIVIL ET VOTRE NATIONALITE**
(passeport accepté)
- **TITRE DE SEJOUR** vous autorisant à exercer la profession d'Avocat si vous n'êtes pas ressortissant d'un des pays de l'Union Européenne
- **EXTRAIT B3 DU CASIER JUDICIAIRE DU OU DES PAYS DONT VOUS AVEZ LA NATIONALITÉ**
datant de moins de 3 mois (pour la France : www.cjn.justice.gouv.fr)
Les personnes étrangères, non communautaires, présentes sur le territoire français depuis plus d'un an, doivent également produire un extrait du casier judiciaire français
- **CONTRAT DE STAGE**

Le dossier complet accompagné de toutes les pièces à fournir devra être adressé uniquement par mail à cteneau@avocatparis.org



DECLARATION SUR L'HONNEUR A SIGNER

M.

Mme

NOM

Prénoms
(souligner le prénom d'usage)

Titre dans l'Etat membre d'origine

Date de prestation de serment dans l'Etat membre d'origine/...../.....

Date d'inscription dans l'Etat membre d'origine/...../.....

Nom de l'autorité compétente ou de l'Organisation Professionnelle de l'Etat membre d'origine auprès de laquelle vous êtes inscrit :

.....

Adresse de l'autorité compétente

.....
.....
.....
.....

Code postal Ville.....

Pays.....

Téléphone/...../...../...../...../.....

Adresse électronique@.....

J'ai l'honneur de solliciter l'autorisation du Conseil de l'Ordre des Avocats de Paris pour effectuer un stage d'une année auprès d'un cabinet d'avocat du barreau de Paris, conformément aux dispositions de l'article 84 du décret du 27 novembre 1991.

Je m'engage à conclure avec l'Avocat auprès duquel j'effectuerai ce stage une convention remplissant les conditions mentionnées à l'annexe I.

Je m'engage à m'inscrire au Conseil National des Barreaux pour passer l'examen prévu par l'article 100 du décret du 27 novembre 1991 et, en cas d'échec, de repasser l'examen si le stage devait être prolongé au terme de la première année.

Je m'engage à suivre les 20 heures de déontologie, par an, organisées par l'EFB.

J'affirme par la présente que je ne suis ni interdit bancaire, ni mis en examen ; que je n'ai pas fait l'objet d'un jugement de condamnation, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, ni d'une décision de déchéance, aussi bien en France qu'à l'étranger.

Par ailleurs, je n'occupe aucune fonction incompatible avec la profession d'Avocat en France ou à l'étranger.

Je m'engage à prévenir immédiatement l'Ordre des Avocats du barreau de Paris si, avant mon inscription, l'un des événements ci-dessus énumérés venait à se produire en France ou à l'étranger.

Je m'engage à respecter les règles déontologiques du barreau de Paris.

1. Etes-vous inscrit à un barreau étranger ?

Non Oui produire une attestation d'inscription et de bonne conduite de moins de trois mois

2. Avez-vous ou avez-vous eu, en France ou à l'étranger, un mandat social (administrateur, gérant de société....) ou Public (conseiller municipal, parlementaire...) ?

Non Oui merci de détailler sur une feuille séparée

3. Avez-vous été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale pour agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs ?

Non Oui merci de détailler sur une feuille séparée

4. Faites-vous l'objet de poursuites pénales en cours ?

Non Oui merci de détailler sur une feuille séparée/joindre la copie des décisions et certificat de non recours

5. Avez-vous été l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation ?

Non Oui merci de détailler sur une feuille séparée

6. Avez-vous été déclaré coupable d'un délit ou d'un crime par une juridiction française ou étrangère ?

Non Oui merci de détailler cette condamnation sur une feuille séparée

7. Faites-vous l'objet d'une procédure tendant à engager votre responsabilité civile professionnelle ou avez-vous fait l'objet d'une condamnation mettant en cause votre responsabilité professionnelle ?

Non Oui merci de détailler cette procédure ou condamnation sur une feuille séparée

8. Avez-vous été frappé de faillite personnelle ou d'autre sanction en application du titre VI de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ou, dans le régime antérieur de cette loi, en application du titre II de la loi n°67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes ?

Non Oui merci de détailler sur une feuille séparée

9. Avez-vous conclu un règlement amiable ou une transaction avec les créanciers ?

Non Oui merci de détailler sur une feuille séparée

10. Avez-vous été déclaré en cessation de paiement, ou faites-vous actuellement l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire ?

Non Oui merci de détailler sur une feuille séparée



11. Avez-vous conclu un règlement amiable ou une transaction avec les créanciers ?

Non **Oui** merci de détailler sur une feuille séparée

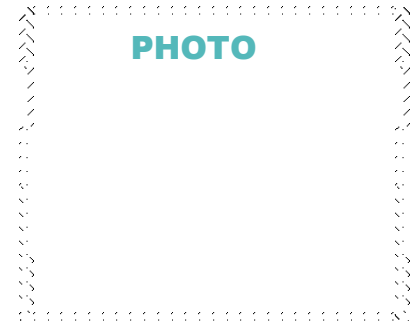
12. Etes-vous à jour de l'ensemble de vos obligations déclaratives auprès des administrations fiscales et sociales en France et à l'étranger ?

Non **Oui** merci de détailler sur une feuille séparée

Je déclare sur l'honneur que les informations figurant dans le présent formulaire sont complètes et exactes.

Date / /

Signature (merci d'ajouter la mention manuscrite « Lu et approuvé »)



DEMANDE DE STAGE ARTICLE 84 DU DECRET DE 27/11/1991

ÉTAT CIVIL

M. Mme

Nom

Prénoms

(souligner le prénom d'usage)

Nom de jeune fille

Nom et Prénom(s) sous lesquels vous exercerez la profession

Date de naissance/...../..... à Ville

Pays

Nationalité(s)

ADRESSE PERSONNELLE

Adresse personnelle

Code postal Ville.....

Téléphone personnel/...../...../...../.....

Téléphone portable/...../...../...../.....

E-mail@.....



EXERCICE PROFESSIONNEL A PARIS

Nom ou dénomination sociale du Cabinet

.....

Adresse du cabinet

.....

.....

Code postal Ville.....

Téléphone / / / /

Télocopie / / / /

e-mail @.....

MANDATS

Social

- un exemplaire des statuts
- dernier bilan
- un extrait Kbis

Public

- copie du Journal Officiel

Date de début Date de fin

En qualité de

Nom de la Société ou organisme

La loi n°78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites dans ce dossier. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de l'Ordre des Avocats de Paris.

CONTACT :

Claire TENEAU
cteneau@avocatparis.org

Le dossier complet accompagné de toutes les pièces à fournir devra être adressé uniquement par mail à cteneau@avocatparis.org



4 BOULEVARD DU PALAIS - CS80420 - 75053 PARIS CEDEX 01

WWW.AVOCATPARIS.ORG